
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE
MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Ci-après appelée « Parc olympique »

RÉPONSES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS

**LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS CE DOCUMENT SONT ÉTABLIES EN
FONCTION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER
DU 1^{er} NOVEMBRE 2019 AU 31 OCTOBRE 2020.**

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 01

Question 01

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Parc olympique en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

Les sous-questions c, f), g), h), i), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Le tableau suivant exclut les voyages hors Québec de la ministre, des titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 01

DATE	ENDROIT	BUT	COÛT	NOM ET TITRE
4 et 5 novembre 2019	Ottawa, Ontario (Canada)	Mission de développement commercial en tourisme	566 \$	Valérie Fortin - Coordinatrice aux opérations de la Tour
14 au 22 novembre 2019	Orlando, Floride (États-Unis)	Mission de développement commercial en tourisme	4 318 \$	Christina Pagé - Chef de service Marketing Alain Laroche - Directeur Marketing
8 au 14 décembre 2019	Fort Lauderdale, Floride (États-Unis)	Mission de développement commercial	1 846 \$	Sonia Provençal - Déléguée au développement commercial
16 et 17 janvier 2020	Miami, Floride (États-Unis)	Mission de développement commercial et démarchage	1 665 \$	Sonia Provençal - Déléguée au développement commercial
19 au 22 janvier 2020	New York, New York (États-Unis)	Mission de développement commercial des professionnels en billetterie	2 346 \$	Jocelyne Rocan - Coordonnateur administratif, Billetterie
19 au 21 janvier 2020	Toronto, Ontario (Canada)	Mission de recherche et développement en sécurité événementielle	1 351 \$	Alain Brochu - Directeur Sécurité et logistique événementielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 01

DATE	ENDROIT	BUT	COÛT	NOM ET TITRE
10 au 13 février 2020	Atlanta, Georgie (États-Unis)	Mission de recherche et développement en sécurité événementielle	3 939 \$	Alain Brochu - Directeur Sécurité et logistique événementielle Philippe Houle - Directeur adjoint Sécurité
8 au 12 mars 2020	Los Angeles, Californie (États-Unis)	Mission de développement commercial	3 115 \$	Sonia Provençal - Déléguée au développement commercial
11 et 12 mars 2020	Toronto, Ontario (Canada)	Rencontre dans le cadre de la Coupe du monde de soccer FIFA 2026	663 \$	Dany Boucher - Directeur Évènements et opérations

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 02

Question 02

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Parc olympique en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). <http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 03

Question 03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Contrats octroyés de gré à gré du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020

Date	Nom du fournisseur	Description	Coût total (\$)
16 juillet 2019	Bell Media inc.	Frais de campagne mobile	2 583 \$
29 octobre 2019	Canadashow.com / Revue Qui fait Quoi Inc.	Publicité - Parution dans le guide annuel 2020	2 600 \$
11 novembre 2019	Naylor (Canada) inc.	Publicité dans Canada Attractions – Édition 2020	525 \$
12 novembre 2019	MRC Media, LLC	Service de publicité - Deux parutions dans le magazine Billboard	10 535 \$
2 décembre 2019	Service d'Enseignes Alain Aubry inc.	Service d'installation de bannières sur monolithes	600 \$
2 décembre 2019	Facebook inc.	Campagne publicitaire pour promouvoir les activités du Parc olympique et publicité quotidienne pour augmenter le nombre de fans en continu et publicité à l'occasion sur des publicités particulières	77 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 03

Date	Nom du fournisseur	Description	Coût total (\$)
2 décembre 2019	Groupe Lexis Media inc.	Service de publicité dans les magazines Moi Parent et Mieux-être	1 000 \$
2 décembre 2019	Graphiscan Montréal inc.	Service d'impression de cartes de Noël	825 \$
5 décembre 2019	Stéphane Jean	Service de conception et de rédaction	1 800 \$
6 décembre 2019	Cédric Bonel	Achat d'une photo à insérer dans l'étude patrimoniale sur le Parc olympique	100 \$
17 décembre 2019	ADC Communications	Service d'impression de dépliants pour le Centre sportif	63 \$
19 décembre 2019	Graphiscan Montréal inc.	Service de conception de bannières de signalisation	580 \$
2 janvier 2020	Facebook inc.	Campagne publicitaire pour promouvoir les activités du Parc olympique et publicité quotidienne pour augmenter le nombre de fans en continu et publicité à l'occasion sur des publicités particulières	217 \$
7 janvier 2020	ADC Communications	Service d'impression de coupons	130 \$
16 janvier 2020	Média Point com / Pubpointcom inc.	Service de stratégies médias pour la campagne de communication du Centre sportif - Hiver 2020	25 000 \$
30 janvier 2020	L'Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal inc.	Contrat publicitaire – Pleine page dans le guide et un panneau dans la carte touristique 2020-2021	27 905 \$
3 février 2020	Facebook inc.	Campagne publicitaire pour promouvoir les activités du Parc olympique, publicité quotidienne pour augmenter le nombre de fans en continu et publicité à l'occasion sur des publicités particulières	102 \$
6 février 2020	Jean-Sébastien Gladu / GladProduction	Achat d'une photo aérienne du festival Métro « Métro 2019 »	500 \$
13 février 2020	Damien Lair	Contrat de réalisation de vidéos	3 950 \$
17 février 2020	ADC Communications	Service d'impression	305 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 03

Date	Nom du fournisseur	Description	Coût total (\$)
27 février 2020	Naylor (Canada) inc.	Contrat publicitaire pour quatre parutions dans le magazine de l'Ontario « Motor Coach Association » pour promouvoir les services offerts au Parc olympique aux forfaitistes ontariens	3 305 \$
2 mars 2020	Facebook inc.	Campagne publicitaire pour promouvoir les activités du Parc olympique, publicité quotidienne pour augmenter le nombre de fans en continu et publicité à l'occasion sur des publicités particulières	55 \$
6 mars 2020	Globelite Travel Marketing inc.	Contrat publicitaire dans le Travel Guide to Canada – 2 pleines pages (une publicité et un éditorial)	5 000 \$
13 mars 2020	ADC Communications	Service d'impression de signets promotionnels et dépliants	615 \$
18 mars 2020	LG2 Boutique inc.	Service de conception d'image de marque pour les visites techniques et extrêmes.	12 825 \$
18 mars 2020	Média Point com / Pubpointcom inc.	Service de consultation et de planification de la campagne touristique	12 000 \$
18 mars 2020	Coach Canada / Trentway Wagar inc.	Contrat publicitaire pour une pleine page dans la brochure Grayline-Montréal	2 000 \$
23 mars 2020	Groupe La Guérilla inc.	Service de production d'une vidéo pour la promotion du centre de perfectionnement au Centre sportif	6 285 \$
24 mars 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service d'impression d'affiches sur demande	2 229 \$
2 avril 2020	Petit Futé – Nouvelles éditions de l'Université	Contrat publicitaire dans le guide « Le petit futé » - 3 ^e de couverture et 2 pleines pages	3 500 \$
3 avril 2020	Tribu Expérientiel inc.	Service d'impression de panneaux publicitaires pour l'événement « Barbegazi »	1 000 \$
14 avril 2020	Stéphane Jean	Service de conception et de rédaction sur demande	5 130 \$
16 avril 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service d'impression d'affiches sur demande	825 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 03

Date	Nom du fournisseur	Description	Coût total (\$)
13 avril 2020	Apple Store	Licence – Apple	119 \$
6 mai 2020	Photos Hélico inc.	Service de photographies aériennes du Parc olympique	2 275 \$
11 mai 2020	Maison Glossbar / Louis-Martin LeBlanc	Services d'un photographe pour prises de vue intérieures et extérieures des installations du Parc olympique et des mesures prises lors de la crise de la Covid-19	2 200 \$
20 mai 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service d'impression d'affiches - Mesures sanitaires et de distanciation physique - Covid-19	2 080 \$
4 juin 2020	Photos Hélico inc.	Service de captation vidéo aérienne	1 975 \$
11 juin 2020	Bernard Brault photographe	Service de photographe pour la page couverture du rapport annuel	150 \$
12 juin 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service d'impression d'affiches - Mesures sanitaires et de distanciation physique - Covid-19	2 808 \$
17 juin 2020	ADC Communications	Service d'impression de dépliants - Mesures sanitaires et de distanciation physique - Retour au travail - Covid-19	260 \$
19 juin 2020	Service d'enseignes Alain Aubry inc.	Service d'installation de bannières sur monolithe	800 \$
19 juin 2020	Vincent Jacques Photographe	Image numérique pour insertion dans le rapport annuel	150 \$
1 ^{er} juillet 2020	Jeanne Larochelle	Service de production et montage de vidéos	2 000 \$
13 août 2020	Publicité Sauvage inc.	Service de publicité – campagne « Les Jardineries 2020 »	1 133 \$
3 septembre 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service de production d'affiches diverses pour « Les Jardineries »	890 \$
16 octobre 2020	Service d'Enseignes Alain Aubry inc.	Service d'installation de bannières sur monolithe annonçant « Les Jardineries »	400 \$
22 octobre 2020	Groupe La Guérilla inc.	Production d'une vidéo	2 000 \$
22 octobre 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service d'impressions diverses	917 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 03

Date	Nom du fournisseur	Description	Coût total (\$)
29 octobre 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service de conception et de production d'affiches diverses pour le Centre sportif	572 \$
3 novembre 2020	Jean-François Hamelin	Service de photographe (2 soirs) repérage, retouches et licences d'utilisation	1 175 \$
9 novembre 2020	Groupe Bernier Marketing inc.	Service d'impression d'affiches, de panneaux et d'étiquettes adhésives	890 \$
TOTAL (1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020)			156 960 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Parc olympique en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 04

Question 04

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée;

Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Contrats de publicité de moins de 25 000 \$ spécifiquement sur Internet octroyés de gré à gré.

Date	Nom du fournisseur	Description	Montant de la commande
16 juillet 2019	Bell Media inc.	Frais de campagne mobile	2 583 \$
1 ^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020	Facebook inc.	Campagne publicitaire pour promouvoir les activités du Parc olympique et publicité quotidienne pour augmenter le nombre de fans en continu et publicité à l'occasion sur des publicités particulières	451 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 05

Question 05

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est venu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est venu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
 - j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - m) le but visé par chaque dépense;
 - n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - o) si l'événement s'est venu virtuellement;
-

Le Parc olympique n'a tenu aucune conférence de presse, événement médiatique ou autres événements (sommets, congrès, conférences) entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Question 06

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie

Le Parc olympique n'a organisé aucune formation en communication.

Aucune formation en communication n'a été donnée par un professionnel ou une firme externe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Parc olympique en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

- <http://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 07

Question 07

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que leur fonction.
-

Non applicable au Parc olympique.

Question 08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information est disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Voir le tableau aux pages suivantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
Alysis inc.	Service d'accompagnement pour l'appel d'offres de services en gestion bâtiment	10 000,00 \$	Gré à gré
Amaro inc.	Achat de trente-trois (33) refroidisseurs d'eau	5 939,67 \$	Appel d'offre public
Aqualabo / Aquawatereau Corporation	Service d'analyses de l'eau potable, sur demande	13 399,91 \$	Gré à gré
Aquam Spécialiste Aquatique inc.	Matériel d'animation aquatique et sauvetage	2 501,84 \$	Gré à gré
Architecture49 inc.	Service de consultation en architecture - Étanchéisation de la dalle de toit	10 106,95 \$	Gré à gré
Ascenseurs Innovatec inc.	Remplacement d'un regard vitré - monte-charge S-MC-6A	680,00 \$	Gré à gré
BBA inc.	Services professionnels pour une étude de court-circuit, protection et d'arc électrique	5 250,00 \$	Gré à gré
BIXI Montréal	Abonnements annuels	1 317,90 \$	Gré à gré
Bouthillette Parizeau inc.	Services professionnels pour l'étude de conformité des génératrices	9 000,00 \$	Gré à gré
Bouthillette Parizeau inc.	Études préparatoires pour la réfection des espaces de restauration au CSPO	9 900,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
BTY Groupe Conseil / BTY Consultancy Group inc.	Honoraires de consultation - Évaluation FIFA Montréal	15 000,00 \$	Gré à gré
BTY Groupe Conseil / BTY Consultancy Group inc.	Services conseils - Estimation des coûts / tenue des matchs de la FIFA 2026	20 000,00 \$	Gré à gré
Bush Turf inc.	Services-conseils en agronomie	10 200,00 \$	Gré à gré
California Skateparks	Service de design et conception - Terrain de planchodrome	11 169,86 \$	Gré à gré
Centre Hi-Fi / 149667 Canada inc.	Téléviseur 43 pouces	440,00 \$	Gré à gré
Centre Hi-Fi / 149667 Canada inc.	Acquisition de seize (16) téléviseurs intelligents - Galerie de presse	17 280,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Cima+ s.e.n.c.	Honoraires d'ingénierie complémentaire pour le système d'amplification radio	22 475,00 \$	Gré à gré
Claude Fréreau, Architecte	Services professionnels en architecture - Étude de faisabilité	9 000,00 \$	Gré à gré
Climatisation J.F.P. inc.	Acquisition d'une thermopompe	5 500,00 \$	Gré à gré
Coach Canada / Trentway Wagar inc.	Pleine page de publicité	2 000,00 \$	Gré à gré
Cogep inc.	Service de maintenance - Logiciel Guide Ti	20 905,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
Construction Inspectus inc.	Travaux de fermeture des tuyaux au niveau de la dalle de béton	17 750,00 \$	Gré à gré
Construction Virtuelle et Technologie BIM One inc.	Services professionnels d'accompagnement et support BIM	2 500,00 \$	Gré à gré
Construction Virtuelle et Technologie BIM One inc.	Services professionnels - Diagnostic BIM et stratégie de déploiement	18 565,00 \$	Gré à gré
Consultants Exim inc.	Services professionnels pour la révision du devis pour l'entretien des ascenseurs et des escaliers mécaniques	3 750,00 \$	Gré à gré
Contrôles DAP inc.	Service d'élaboration des dessins de contrôle	16 550,00 \$	Gré à gré
Damien Lair	Contrat de réalisation vidéo	3 950,00 \$	Gré à gré
Decimal / Décimal Technologies inc.	Service de support et maintenance - Suite Decimal	8 076,85 \$	Gré à gré
Dell Canada inc.	Acquisition de mallettes pour portables	870,00 \$	Entente d'achats regroupés Collecto
Dell Canada inc.	Achat de postes informatiques	4 575,00 \$	Entente d'achats regroupés Collecto

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
Dell Canada inc.	Achat de postes informatiques	10 424,00 \$	Entente d'achats regroupés Collecto
DiliTrust Canada inc.	Acquisition d'une licence Dilitrust - Solution de gestion de réunions du CA et des comités	6 390,00 \$	Gré à gré
Échelon Assurance	Travaux de protection incendie - Tour	9 000,00 \$	Gré à gré
Électronique Raybel inc.	Acquisition de câbles Cellflex, coaxiaux et connecteurs	5 751,31 \$	Appel d'offre sur invitation
Fnx-Innov inc.	Service de relevé des panneaux témoins et des fissuromètres	10 894,00 \$	Gré à gré
Fnx-Innov inc.	Service de prise de mesures - Panneaux témoins et des fissuromètres	10 894,00 \$	Gré à gré
Formagrid inc.	Renouvellement de la licence du logiciel Airtable	18 000,00 \$	Gré à gré
Garber IMC / 7959630 Canada inc.	Service de consultation - Programmation réouverture 2023-2024	10 000,00 \$	Gré à gré
Gestion Environnementale T. Harris inc.	Services professionnels - évaluation de la qualité de l'air	4 075,00 \$	Gré à gré
Gestion Environnementale T. Harris inc.	Analyses spécialisées en détection amiante et moisissures, sur demande	9 500,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
Girard-Hébert inc.	Services conseils - Ingénierie domaine aquatique	3 750,00 \$	Gré à gré
GLT+ inc.	Services d'économistes en construction pour l'estimation du projet 97-024	4 830,00 \$	Gré à gré
GLT+ inc.	Services professionnels d'économistes - Estimation des coûts de construction	20 850,00 \$	Gré à gré
Groupe Altus Limitée	Service de consultation - Valeurs locatives commerces de détail / Projet 97-030	4 750,00 \$	Gré à gré
Groupe Altus Limitée	Étude de marché - valeur locative des bureaux - Projet 97 059	12 000,00 \$	Gré à gré
Groupe Altus Limitée	Services professionnels d'estimation des coûts de construction - Secteur 900	21 650,00 \$	Gré à gré
Groupe Conseil S.C.O. inc.	Services professionnels en consultation - Mandat d'intervention RH	15 175,00 \$	Gré à gré
Groupe Gagnon / 9247-9724 Québec inc.	Service de destruction des documents confidentiels	3 000,00 \$	Gré à gré
HVAC inc.	Travaux de ventilation - Secteur palestre	18 500,00 \$	Gré à gré
HVAC inc.	Travaux de ventilation - Vestiaire familial CSPO	18 700,00 \$	Appel d'offre sur invitation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
HVAC inc.	Service de prise de deux photos radar (scan)	563,64 \$	Gré à gré
Jones Lang LaSalle Services immobiliers, inc.	Services professionnels pour évaluation de la valeur - La Tour	10 000,00 \$	Gré à gré
Les Agences Robert Janvier Ltée	Fourniture et installation d'une porte et de la quincaillerie	8 980,00 \$	Gré à gré
Les entreprises Givesco / Givesco inc.	Vulkem	916,00 \$	Gré à gré
Les entreprises Givesco / Givesco inc.	Achat de scellant pénétrant à base d'eau	12 912,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Les Services EXP inc.	Service d'ingénierie - Plans et devis pour la réfection des acrotères et suivi de chantier	19 950,00 \$	Gré à gré
Les Traductions Waterhouse inc.	Service de traduction - Documents de l'appel d'offres du funiculaire	19 200,00 \$	Gré à gré
LG6 inc.	Service de consultation - Analyse et recommandation / Audit Microsoft	5 050,00 \$	Gré à gré
Location Universelle Itée	Location de 87 étais Modul-R 4M pour une durée de 8 semaines	2 711,60 \$	Appel d'offre sur invitation
L'Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal inc.	Service de représentation - Partenariat pour diffusion et visibilité	20 000,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
M.B. Design / 9292-6666 Québec inc.	Remplacement du tapis des bureaux événements et opérations par du linoléum	19 100,00 \$	Gré à gré
Maryse Sauvé	Services-conseils stratégiques - Marque Parc olympique	10 000,00 \$	Gré à gré
MDL Énergie inc.	Entretien des condensateurs variables et fixes sur les lignes 25kV ligne 8 et 25	3 900,00 \$	Gré à gré
Média Point com / Pubpointcom inc.	Service de consultation et de planification de la campagne touristique	12 000,00 \$	Gré à gré
Michael O'Rourke	Services professionnels - Révision détaillée des rapports de charges de neige	18 000,00 \$	Gré à gré
Norman Lloyd Consulting / 9105-5756 Québec inc.	Service de consultation pour l'évaluation et l'élaboration de modèles financiers - Projet World Tour	4 000,00 \$	Gré à gré
Northern Micro inc.	Achat de 28 (vingt-huit) écrans 4K	6 984,00 \$	Entente achats regroupés Collecto
Ombrages / Gestion Groupe Ombrages inc.	Services professionnels de conception - Éclairage Hall Est phase 2	13 900,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
P.M.U Québec / 9236-2631 Québec inc.	Inspection des installations et coordination pour les plans d'évacuation	500,00 \$	Gré à gré
Pageau, Morel & associés inc.	Services professionnels en électromécanique - Accueil du Centre sportif	14 600,00 \$	Gré à gré
Pageau, Morel & associés inc.	Services professionnels / Réaménagement des espaces clients Centre sportif	19 600,00 \$	Gré à gré
Pageau, Morel & associés inc.	Service professionnel - Étude de l'aménagement des espaces locatifs du Regroupement loisir et sport du Québec	23 000,00 \$	Gré à gré
Pierre Paradis	Services de recherche, de consultation et de démarchage pour le projet Concert Motley Crue en 2020.	500,00 \$	Gré à gré
Pierre Vincent	Opération de remboursement d'abonnements et mise à jour de la liste d'abonnés au CSPO	5 082,00 \$	Gré à gré
Pilote groupe-conseil inc.	Services de consultation - Rédaction de divers documents pour le projet de la toiture	20 000,00 \$	Gré à gré
Protection Incendie Viking inc.	Corrections des anomalies sur les gicleurs	3 770,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
Provencher Roy + Associés Architectes inc.	Plans et devis de la salle mécanique	5 000,00 \$	Gré à gré
Rochon Experts-Conseils inc.	Service de conception de plans et devis - Remplacement de la ventilation des vestiaires	15 000,00 \$	Gré à gré
Santinel inc.	Service de consultation – caractérisation des espaces clos	4 570,00 \$	Gré à gré
Science-DBA inc.	Service de support - Inventaire et bilan de santé SQL pour migration	9 750,00 \$	Gré à gré
Science-DBA inc.	Services professionnels pour surveillance et redressement SQL/Serveur BD	21 900,00 \$	Gré à gré
Service d'Entretien Carlos inc.	Service de nettoyage des conduits SGT-8, 10 et 12	18 710,00 \$	Gré à gré
Société en Commandite Transport de Valeurs Garda	Service de transport d'argent, de chèques et valeurs par camion blindé	17 000,00 \$	Gré à gré
Société québécoise de Gestion Collective des droits de reproduction	Licence autorisant la reproduction des œuvres du répertoire de Copibec - Entente CSPQ	15 500,00 \$	Gré à gré
Soverdi / Société de Verdissement du Montréal Métropolitain	Service de plantation d'arbres et de magnolias	22 278,50 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
SPIN Jeux & Activations inc.	Location et installation de jeux extérieurs - Esplanade, secteur 700	14 924,91 \$	Gré à gré
Stanex inc.	Service d'entretien préventif pour10 UPS Eaton	3 885,00 \$	Gré à gré
Stantec Experts-conseils Ltée	Services professionnels - Vérification des soudures aux étages 8 à 14 de la Tour	19 445,56 \$	Gré à gré
Stratégia Conseil inc.	Service d'estimation de coût - Projet du talus Sherbrooke	16 500,00 \$	Gré à gré
Sylvain Bédard	Honoraires professionnels - Refonte des normes d'éthique	3 375,00 \$	Gré à gré
Sylvain Gagnon / 4390041 Canada inc.	Services professionnels - Assistance et préparation au dossier d'appel d'offres PGI	7 875,00 \$	Gré à gré
Technorm inc.	Services professionnels – Assistance technique dans l’analyse des exigences réglementaires du projet de réfection des espaces touristiques de la Tour	4 000,00 \$	Gré à gré
Technorm inc.	Services professionnels - Simulation d'évacuation du niveau 400 pour assurer un contrôle de la fumée dans l'aire de jeu du Stade afin que le niveau de fumée ne nuise au processus d'évacuation des gradins.	14 500,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
Technorm inc.	Service de modélisation – Évaluation de certaines pistes de solution pour assurer un contrôle de la fumée dans l’aire de jeu afin que le niveau de fumée ne nuise au processus d’évacuation des gradins.	16 000,00 \$	Gré à gré
Technorm inc.	Service de modélisation incendie visant à évaluer le niveau de performance en termes de sécurité incendie dans l’aire de jeu du bâtiment existant, en considérant l’absence d’un système de contrôle de fumée et l’absence de gicleurs.	22 000,00 \$	Gré à gré
Tétra Tech QE inc.	Service d'implantation de la méthode d'organisation du travail "5S" pour trois (3) entrepôts	15 000,00 \$	Gré à gré
Vertika inc.	Service de déneigement de la toiture	24 948,14 \$	Gré à gré
Vertika inc.	Services d'inspection annuelle et certification des ancrages et lignes de vie - Tour	24 955,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Vincent Jacques Photographe	Licence - Image numérique pour le rapport annuel 2019	150,00 \$	Gré à gré
WSP Canada inc.	Services professionnels en structure - Éclairage à l'entrée d'un locataire dans la Tour	9 800,00 \$	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 08

Fournisseur	Objet du contrat	Montant du contrat	Mode d'octroi
WSP Canada inc.	Service de conception de plans et devis - Rideaux Hall Est	11 000,00 \$	Gré à gré
WSP Canada inc.	Analyse structurale pour création de nouveaux puits de lumière et le réaménagement du Regroupement Loisir et sport du Québec	18 170,00 \$	Gré à gré
Yves Chevalier	Consultation sur le déploiement d'infrastructures de télécom additionnels dans la Tour de Montréal	3 500,00 \$	Gré à gré

Question 09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

Voir pages suivantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Objet	Soumissionnaires	Montant de la soumission	Justification
Fourniture et livraison d'un contrôleur maître de prochaine génération	Micro Logic	29 696,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	CPU Design	30 080,30 \$	
Fourniture et livraison d'un équipement portatif de nettoyage et d'abrasion par projection de glace carbonique	Biogivre inc.	70 505,39 \$	Seul soumissionnaire conforme Fiche d'autorisation du dirigeant no. 1398154
Fourniture et livraison d'un bloc sanitaire mobile pour utilisation intérieure au Parc olympique	Groupe Star Suites inc.	81 448,45 \$	Seul soumissionnaire conforme Fiche d'autorisation du dirigeant no. 132560
Achat et entretien de refroidisseurs et approvisionnement d'eau	Amaro	69 263,67 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Labrador div AquaTerra Corporation	87 701,14 \$	
Fourniture de luminaires d'ambiance et d'un système de contrôle au Parc olympique- Hall Est 11A-15A / Projet 90-005	9125-5661 Québec Inc. (Groupe Specs)	165 720,09 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Franklin-Empire inc.	168 266,20 \$	
	Lumen	167 836,51 \$	
Fourniture, livraison et installation d'un parcours modulaire amovible pour équipements roulants au Parc olympique	Simexco	65 500,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Atmosphere Inc	86 500,00 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Objet	Soumissionnaires	Montant de la soumission	Justification
Fourniture et installation de mobilier pour les bureaux de la billetterie du Parc olympique / 97-022	Solutions Zoom : Lot 01	61 799,22 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	A.D.I. Art Design Int. inc. : Lot 02	26 670,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Bouty inc. : Lot 02	27 135,00 \$	
	Solutions Zoom : Lot 02	33 185,08 \$	
	Solutions Zoom : Lot 03	24 478,92 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	JPMA Global inc. : Lot 03	32 865,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Solutions Zoom : Lot 04	10 423,00 \$	
	Solutions Zoom : Lot 05	2 300,55 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
Fourniture et livraison de membrane liquide (Projet 97-018)	PSC inc.	56 020,00 \$	Seul soumissionnaire conforme Fiche d'autorisation du dirigeant no. 127638
Fourniture et livraison, sur demande, de filtres pour les différents systèmes de ventilation du Parc olympique	Hardy Filtration inc.	114 132,42 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Dafco filtration group Montréal	136 735,10 \$	
Fourniture et livraison de joints d'expansion pour réseau de chauffage au Parc olympique	Connectall Itée	39 453,75 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Entreprises Larry Chauffage Gaz Naturel inc.	41 300,00 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Objet	Soumissionnaires	Montant de la soumission	Justification
Location et transport d'une (1) nacelle de type mât droit et d'une (1) nacelle de type articulée (Projet 97-018)	Location Trois-Rivières	57 340,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Groupe Lou-tec inc.	68 088,00 \$	
	Location d'outils Simplex, s.e.c.	75 558,18 \$	
	United Rentals of Canada, Inc.	70 794,00 \$	
Acquisition de trente (30) tablettes industrielles Android renforcées	IT2GO Solutions inc.	24 404,10 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Concept Numérique	41 970,00 \$	
	CPU Design	48 136,80 \$	
	Bell Mobilité inc.	31 500,00 \$	
Fourniture et livraison d'équipements d'entraînement pour le Parc olympique	Les Entreprises Cemcro	125 850,00 \$	Seul soumissionnaire conforme Fiche d'autorisation du dirigeant no. 123183
	Les bicycles Quilicot inc.	48 880,00 \$	
Services professionnels pour assistance et support en architecture au Parc olympique	Lemay Co inc.		Évaluation qualité (rémunération prévue aux décrets no. 2402-84 et 1235-87)
	Ædifica Architecture + Design DMA architectes s.e.n.c.r.l. Riopel & Associés		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Objet	Soumissionnaires	Montant de la soumission	Justification
Services professionnels pour assistance et support en structure	GBI Experts-Conseils inc. SNC-Lavalin inc. Bureau d'études spécialisées inc. D'Aronco, Pineau, Hébert, Varin inc. Elema Experts-conseils FNX-INNOV inc. FNX-INNOV inc. Stantec Experts-conseils ltée WSP Canada Inc.		Évaluation qualité (rémunération prévue aux décrets no. 2402-84 et 1235-87)
Services professionnels en ingénierie pour le remplacement du système d'inspection et l'évaluation des structures du Parc olympique	Cima+s.e.n.c. SNC-Lavalin inc. Les Services EXP Inc. WSP Canada Inc.		Évaluation qualité (rémunération prévue aux décrets no. 2402-84 et 1235-87)
97-035 Fourniture et installation de plaques architecturales et de mains courantes en acier inoxydable dans l'escalier monumental	Groupe Synergie Projets Industriels 9291-2112 Québec inc. Construction Arcade	130 000,00 \$ 237 797,37 \$ 164 800,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Objet	Soumissionnaires	Montant de la soumission	Justification
	Fer Forges inc. ISI Construction inc. Romcoba Batiments inc.	219 200,00 \$ 186 000,00 \$ 231 024,00 \$	
97-052 - Remplacement câble 25 kV et modernisation des protections	La Cie électrique Britton Ltée. Entreprises de construction Dawco Inc. Groupe Promec Inc. Laurin et Laurin (1991) inc.. Transelect / Common inc.	444 577,00 \$ 547 281,00 \$ 583 799,96 \$ 567 624,66 \$ 480 904,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
97-045 Travaux d'aménagement secteur 900 phase 2 – Parc de planches à roulettes	Tro-Chânes inc. 9368-6616 Québec inc. / IBE Group L'Archevêque et Rivest Ltée	5 114 000,00 \$ 4 999 995,00 \$ 5 144 000,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
Travaux aux étages 1 et 8 à 16 de la Tour de Montréal	KF Construction inc. Axe Construction Celeb Construction Ltée	8 737 777,00 \$ 9 167 000,00 \$ 9 949 000,00 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
	Sutera Inc.	9 366 000,00 \$	
Travaux d'aménagement d'un sentier pédestre au Parc olympique / 97-037	2633-2312 Québec inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction G. Giuliani inc.	925 800,00 \$ 1 228 685,00 \$	Seul soumissionnaire conforme Fiche d'autorisation du dirigeant no. 128217

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Objet	Soumissionnaires	Montant de la soumission	Justification
Lot 1 Nivellement des planchers	Groupe ERM inc. 9400-2722 Québec inc. (Polimix) Béton Hébert inc. Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. Sutera inc.	521 451,00 \$ 335 315,00 \$ 527 237,01 \$ 719 500,00 \$ 876 079,99 \$	Plus bas soumissionnaire conforme
Travaux de plomberie à exécution sur demande	MécanicAction inc. Av-Tech inc. Plomberie Versailles	18,50% 19,24% 100,00%	Plus bas soumissionnaire conforme

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 10

Question 10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec www.seao.ca/

Question 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Aucune pénalité appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Question 12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère ;
- l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Veillez-vous référer à la réponse de la question 11 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 13

Question 13

De façon spécifique et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.
-

Type de dépense	Montant
Photocopie	10 231 \$
Mobilier de bureau	186 975 \$
Ameublement – Équipements pour espaces commerciaux et de restauration	258 701 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	3 995 \$
Frais de transport	12 427 \$
Frais d'hébergement	14 440 \$
Frais de repas	6 542 \$
Rencontres d'employés et départs à la retraite	3 167 \$
Frais de fêtes	484 \$
Frais d'alcool	0 \$
Frais de participation à des congrès, des colloques et frais de perfectionnement et de ressourcement	
au Québec	61 471 \$
hors Québec	0 \$

Question 14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Renseignement diffusé trimestriellement sur le site Web de la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (Parc olympique) en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) :
<https://parcolympique.gc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

Question 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
 - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
 - p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
 - q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
 - r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
 - s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 15

a) b) c) d) e) f) g) j) l)

Les employés réguliers et occasionnels du Parc olympique ne sont pas assujettis à la Loi sur la Fonction publique.

h) **Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique**

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) **Nombre de personnes qui reçoivent une rémunération et qui reçoivent également une prestation de retraite.**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès

k) **Employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche**

Aucun employé ne bénéficie d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche.

m) **Nombre de postes par catégorie d'emploi et par territoire de travail**

Employés réguliers	
Catégorie d'emploi	Au 31 octobre 2020
Cadre	42
Professionnelle	52
Bureau – Technique et assimilé	52
Métiers et services	49
Total	195

n) o) p) r)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) **Postes abolis par ministère et direction d'organisme relevant du ministère : 4**

s) **Nombre de postes vacants**

11 postes réguliers vacants entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Question 16

- a) Pour chaque ministère et organisme, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
 - b) Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

a) Nombre de départs à la retraite

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2020-2021 seulement.

b) Nombre de remplacements effectués à la suite d'un départ à la retraite

2 remplacements.

c) Nombre de départs à la retraite prévus

Veillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Aucun retraité.

Question 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

- <https://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 18

Question 18

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures.

Le Parc olympique n'a pas d'actifs immobiliers excédentaires entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Question 19

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Veillez-vous référer à la réponse de la question 18 des demandes de renseignements généraux.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 20

Question 20

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Il n'y a pas eu de coûts de déménagement, d'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés par la haute direction du Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 21

Question 21

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 20 des demandes de renseignements généraux.

Question 22

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Non applicable au Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 23

Question 23

Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-

Le Parc olympique n'a pas de budget discrétionnaire.

Question 24

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

Non applicable au Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 25

Question 25

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2021-2022.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 26

Question 26

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2021-2022.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 27

Question 27

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Nombre de postes abolis entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 : 4

Le Parc olympique n'a aucun bureau régional.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 28

Question 28

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Veillez vous référer à la réponse de la question 15 j) des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 29

Question 29

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Non applicable au Parc olympique.

Question 30

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

ABONNEMENTS	COÛT 1 ^{er} nov. 2019 au 31 oct. 2020
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	208 \$
Grenier, magazine d'informations hebdomadaire de l'industrie des communications	399 \$
Infopresse	76 \$
PressReader ePaper – Journal de Montréal	103 \$
Société québécoise d'Information juridique / SOQUIJ	186 \$
The Gazette	180 \$

Question 31

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 30 des demandes de renseignements généraux.

Question 32

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles, d'événements sportifs et culturels, pour la réservation de loges et les frais payés pour devenir membre d'un club privé.

Événements et conférences par les Chambres de commerce : 5 025 \$

Question 33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
 - i) les noms de domaines réservés;
 - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
-

- a) **Nom du site Web:** www.parcolympique.qc.ca
- b) **Nom de la firme ou du professionnel :** Le site Web a été développé originalement par l'entreprise Inpix (en 2011) et a reçu une mise à jour graphique effectuée à l'interne en 2013, et une refonte complète effectuée à l'interne en 2018. Dans l'année 2017, nous avons également utilisé les services d'un consultant en accessibilité dans le but de mettre aux normes et standards d'accessibilité la nouvelle mouture du site Web, publiée en janvier 2018.
- c) **Coût de construction :** 0 \$ (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020).
- d) **Coût d'hébergement d'entretien et de mise à jour:** 2 640 \$ (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020).
- e) **Coûts de modernisation ou de refonte :** 0 \$ (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020). La modernisation, la refonte, les mises à jour sont faites à l'interne.
- f) **Fréquence des visites :** Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.
- g) **Fréquence moyenne de mise à jour :** Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.
- h) **Responsable du contenu :** Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.
- i) **Noms de domaine réservés :** Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 33

j) **Coûts liés à la réservation de noms de domaines** : 829 \$ pour tous les noms de domaines (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020)

a) **Nom du site** : www.parcolympique.qc.ca/centresportif
Site Web dédié au Centre sportif, destiné à présenter l'offre

b) **Nom de la firme ou du professionnel** : Pour la première version du site Web en 2015, le concept graphique et l'arborescence de contenu ont été créés par l'agence W.illi.am. La charge de projet, le développement et la programmation ont été faits à l'interne, à l'aide d'une pigiste pour les déclinaisons graphiques. Nous avons effectué une refonte graphique et d'arborescence de contenu en janvier 2017, uniquement à l'interne.

c) **Coût de construction** : 0 \$ (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020).

d) **Coût d'hébergement d'entretien et de mise à jour**: inclus dans l'hébergement du site du Parc olympique.

e) **Coûts de modernisation ou de refonte** : 0 \$ (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020). La modernisation, la refonte, les mises à jour sont faites à l'interne.

f) **Fréquence des visites** : Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) **Fréquence moyenne de mise à jour** : Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) **Responsable du contenu** : Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) **Noms de domaine réservés** : Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

j) **Coûts liés à la réservation de noms de domaines** : 829 \$ pour tous les noms de domaines (entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020)

Question 34

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

Question 35

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

Non applicable au Parc olympique.

Question 36

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
-

Non applicable au Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 37

Question 37

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 38

Question 38

La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 39

Question 39

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 40

Question 40

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel au 31 mars 2021 du Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 41

Question 41

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 42

Question 42

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 43

Question 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le Parc olympique n'a versé pas de prime au rendement, ni de bonis, au cours de son exercice financier 2019-2020 (du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 44

Question 44

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Non applicable au Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 45

Question 45

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Montant total des primes de départ pour la période du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020 :
36 163 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 46

Question 46

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 47

Question 47

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit

assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 48

Question 48

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 49

Question 49

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 50

Question 50

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 51

Question 51

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 52

Question 52

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 53

Question 53

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 54

Question 54

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 56

Question 56

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 57

Question 57

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 58

Question 58

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

- a) Dépense totale du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020 : 2 122 391 \$.
- b) L'information en réponse aux grands dossiers en cours est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- c) La sous-question relative au nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) L'Information relative au nombre en équivalent ETC sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- e) L'information relative aux contrats de moins de 25 000 \$ est présentée à la réponse à la question 11 des renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 60

Question 60

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 61

Question 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 62

Question 62

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu;

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Question 63

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) Dépense totale relative au paiement des cotisations

Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020 : 27 996 \$

b) Liste des associations :

- Barreau du Québec
- Ordre des architectes du Québec
- Ordre des comptables agréés
- Ordre des conseillers en ressources humaines agréés
- Ordre des ingénieurs du Québec
- Ordre des technologues professionnels du Québec
- Société québécoise des professionnels en relations publiques
- Société canadienne des relations publiques

c) Liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question 64

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 65

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les participants ;
 - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
-

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 66

Question 66

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue ;
 - f) Les coûts.
-

Les sous-questions a), b), c), et d) semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

- e) Les sondages effectués entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 ont été réalisés par des employés du Parc olympique.
- f) Il n'y a aucun coût.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 67

Question 67

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
-

Entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

a) Médias communautaires :

- Montant des dépenses 0 \$
- Pourcentage : 0 %

b) Internet et médias sociaux.

- Montant des dépenses 5 634 \$
- Pourcentage : 3,5 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 68

Question 68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 69

Question 69

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 70

Question 70

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question 71

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste contrats octroyés par le Parc olympique visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le Parc olympique visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 72

Question 72

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 73

Question 73

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 74

Question 74

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 75

Question 75

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 76

Question 76

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 77

Question 77

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 78

Question 78

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 79

Question 79

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 80

Question 80

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 81

Question 81

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 82

Question 82

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera fournie par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 83

Question 83

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 84

Question 84

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 85

Question 85

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 86

Question 86

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 87

Question 87

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 88

Question 88

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat—Oser entreprendre 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 89

Question 89

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 90

Question 90

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 91

Question 91

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 92

Question 92

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 93

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 94

Question 94

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 95

Question 95

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 96

Question 96

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 97

Question 97

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 98

Question 98

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 99

Question 99

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 100

Question 100

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 101

Question 101

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 102

Question 102

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 103

Question 103

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 104

Question 104

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 105

Question 105

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
 - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
 - c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 106

Question 106

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 107

Question 107

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 108

Question 108

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 109

Question 109

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 110

Question 110

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;
 - b) Nom du fournisseur ;
 - c) Montant déboursé.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VLAEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 111

Question 111

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Sommes dépensées par le Parc olympique en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 :
2 759 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 112

Question 112

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 113

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 114

Question 114

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
 - b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
 - c) Liste des fournisseurs retenus;
 - d) Coûts d'installation;
 - e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
 - f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;
-

a) **Total de dépenses réalisées :** 44 432 \$

b) **Type de matériel de protection :**

- gants nitrile, gants
- masques : jetables, lavables, de procédure, Aurelia
- lunettes de sécurité
- blouses de protection

c) **Liste des fournisseurs**

- Dufort et Lavigne Ltée
- Outillage Industriel de l'Est / Le Groupe J.S.V. inc.
- Promotions Falabella inc.
- Travex Équipements de Sécurité inc.

d) **Les coûts d'installation**, s'il en est, sont inclus dans le total des dépenses.

e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

f) Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 115

Question 115

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
 - b) Le nom des fournisseurs retenus;
 - c) La liste des contrats.
-

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures et dont celle-ci est responsable du contrat d'entretien ménager

Nom du fournisseur	Mandat	Montant octroyé \$
Entretien Avangardiste inc. / 9119-5867 Québec inc.	Service d'entretien ménager et de désinfection des locaux	31 204 \$
Gestion Hygiène du Bâtiment / 9295-8180 Québec inc.	Appareils de désinfection au Clorox et liquide désinfectant	28 748 \$
Citron Hygiène LP	Produits désinfectants	1 124 \$
Compagnie Ecolab	Bouteilles et vaporisateurs	810 \$
Produits Sany / Solutions Supérieures ltée	Linges en microfibre, gel désinfectant et produits de nettoyage	11 164 \$
Produits en inventaire au magasin central du Parc olympique	Lingettes désinfectantes	4 359 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 116

Question 116

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 117

Question 117

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 : **1 515 \$**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 118

Question 118

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE MISE EN VALEUR ET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 119

Question 119

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 120

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation, contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Voir le tableau des pages suivantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 120

Contrats octroyés par appel d’offres entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020

Numéro de contrat	Nom de la firme ou du professionnel	Mandat	Montant initial	Coûts additionnels	Motif de la demande
SE267247	2633-2312 Québec Inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction	Travaux d'aménagement d'un sentier pédestre au Parc olympique	925 800 \$	84 817 \$	Ajout d'un élément de visibilité, ajout d'éléments d'infiltration de chaque côté du chemin dans le point bas, changement des dimensions d'une partie de la poutre du haut de l'escalier inférieur, désaffectation des bases des lampadaires (15), ajout de trois ponceaux pour conduits électriques et de deux regards de tirages, déplacement des conduits électriques sous la rampe, excavation et disposition de pavé alvéolé en béton et de blocs de roc.
AP230902	A.D.I. Art Design Int. inc.	Fourniture et installation de mobilier pour les bureaux de la billetterie du Parc olympique	26 670 \$	660 \$	Modification du modèle des fauteuils de travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 120

Numéro de contrat	Nom de la firme ou du professionnel	Mandat	Montant initial	Coûts additionnels	Motif de la demande
SE266882	Groupe ERM Inc.	Nivellement des planchers	521 451 \$	62 700 \$	Travaux supplémentaires de nivellement d'une partie des dalles de béton des étages 282 et 306 requis en raison d'une condition insatisfaisante des dalles existantes antérieure à l'octroi du présent contrat.
SE267248	Groupe Synergie Projets Industriels	Fourniture et installation de plaques architecturales et de mains courantes en acier inoxydable dans l'escalier monumental	130 000 \$	8 208 \$	Fournir la main-d'œuvre, les matériaux ainsi que tous les équipements nécessaires à l'ajout de panneau d'acrylique en arrière des plaques architecturales et à l'ajout de panneau d'acier pour évaluer les différents motifs.
SE267267	KF Construction inc.	Travaux aux étages 1 et 8 à 16 de la Tour de Montréal	8 737 777 \$	1 296 315 \$	Fournir la main-d'œuvre, les matériaux ainsi que tous les équipements nécessaires à la réalisation de l'aménagement locatif des étages 12, 13 et 14. Autres suppléments: le positionnement l'ajustement et l'ajout des monuments de plancher, l'ajout de directives en électromécanique relativement aux plinthes chauffantes, la modification de l'emplacement des appareils d'éclairage, la réparation du

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 120

Numéro de contrat	Nom de la firme ou du professionnel	Mandat	Montant initial	Coûts additionnels	Motif de la demande
					scellement coupe-feu au plancher de la Tour de Montréal et le raccordement de la tuyauterie en eau domestique.
SE267269	La Cie électrique Britton Ltée	Remplacement câble 25 kV et modernisation des protections	444 577 \$	8 927 \$	Ajout de huit (8) ensembles de terminaison
AP230901	Solutions Zoom	Fourniture et installation de mobilier pour les bureaux de la billetterie du Parc olympique	99 001,69 \$	5 345 \$	Ajout de mobilier pour la Billetterie dont des étagères pour papeterie et des caissons. Installation des babillards et tableaux blancs pour les huches.
SE267302	Tro-Châînes inc.	Travaux d'aménagement secteur 900 phase 2 – Parc de planches à roulettes	5 114 000 \$	242 437 \$	Travaux d'ancrage des panneaux préfabriqués et ajustement de la démolition selon les conditions existantes, ajout de plaques pliées aux panneaux préfabriqués et ajout de câbles chauffants. Ajout de revêtement ignifuge cimentaire sur l'ensemble des renforts, modification de la profondeur de quatre bassins, modification de

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 120

Numéro de contrat	Nom de la firme ou du professionnel	Mandat	Montant initial	Coûts additionnels	Motif de la demande
					l'alimentation électrique et étanchéisation de la bordure.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

Question 121

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'état de prestation des services;
 - e) l'échéancier.
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 122

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 123

Question 123

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du Parc olympique.

Question 124

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité n'a été formé par le Parc olympique entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Question 125

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 126

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 du Parc olympique ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 127

Question 127

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 15 m) des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 128

Question 128

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

-
- a) Nombre de stagiaires reçus entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020: 11
 - b) Heures de stages effectués : cette sous-question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
 - c) Rémunération totale : 109 407 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 129

Question 129

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.
-

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 130

Question 130

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant : a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 131

Question 131

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements généraux

Question 132

Question 132

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 01

Question 01

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2020-2021, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
-

a) Liste des membres du conseil d'administration :

Veuillez référer au site Internet :

<http://parcolympique.qc.ca/le-parc-olympique/notre-organisme/structure-administrative/>

Rémunération des membres du conseil d'administration :

Le Parc olympique ne verse aucun salaire aux membres de son conseil d'administration.

b) Liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé :

Nominations :

Nom :	Pierre Laporte
Poste occupé :	Président du conseil d'administration
Durée du mandat :	5 ans
Date de fin de mandat :	21 février 2025
Rémunération :	Aucune à titre de président du conseil d'administration

Nom :	Eric Albert
Poste occupé :	Membre
Durée du mandat :	4 ans
Date de fin de mandat :	17 mars 2024
Rémunération :	Aucune à titre de membre du conseil d'administration

Nom :	Christine Fréchette
Poste occupé :	Membre
Durée du mandat :	4 ans
Date de fin de mandat :	17 mars 2024
Rémunération :	Aucune à titre de membre du conseil d'administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 01

Renouvellements :

Nom :	Sylvia Morin
Poste occupé :	Membre
Durée du mandat :	4 ans
Date de fin de mandat :	17 mars 2024
Rémunération :	Aucune à titre de membre du conseil d'administration

Nom :	Marie-Jacqueline Saint-Fleur
Poste occupé :	Membre
Durée du mandat :	4 ans
Fin de mandat :	17 mars 2024
Rémunération :	Aucune à titre de membre du conseil d'administration

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation des membres du conseil d'administration : 0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 02

Question 02

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2020-2021. Indiquer :

- a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
-

Renseignement diffusé trimestriellement sur le site Web ministériel en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23) :

- <https://parcolympique.qc.ca/a-propos/diffusion-de-linformation/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 03

Question 03

Sommes dépensées en 2020-2021 (et prévisions pour 2021-2022) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veuillez vous référer à la réponse de la question 59 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 05

Question 05

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et comparaison avec les deux années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 07

Question 07

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 08 des demandes de renseignements généraux.

Question 08

Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec, c'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2020-2021 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

Question 09

Question 09

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020 :

Nom des firmes	Coûts
Gilles St-Louis	357 \$
Services linguistiques Versacom	97 \$
Tina Wayland copywriter	2 100 \$

Question 10

Question 10

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

Le Parc olympique n'a réalisé aucun concours ni tirage entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020.

Question 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-

a) Nombre d'employés affectés aux communications externes : 1

b) Montant dépensé par le département des Communications (salaire et charges sociales du conseiller en communication exclus) du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020 : 21 020 \$

c) Le nombre et le détail des rencontres des employés : aucune rencontre.

d) Sommes investies en veille médiatique : du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020
4 589 \$

Nom du fournisseur : Communication Démo inc. / I.C.I. Influence Communication inc.

Détails des services rendus :

- Entente négociée avec le Centre de services partagés du Québec
- Actualités, articles, entrevues et mentions sur le Parc olympique de Montréal dans le cadre de ses activités (événements sportifs et de loisirs dans le Stade, sur l'Esplanade et dans la Tour de Montréal, activités au Centre sportif).

Question 13

Question 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.

Au 31 octobre 2020, les comptes à recevoir s'élèvent à :

Comptes à recevoir (en k\$)	
• 0 à 30 jours	481 \$
• 31 à 60 jours	253 \$
• > 61 jours	1 045 \$
Total net des comptes à recevoir	1 779 \$

Les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont la relance auprès des clients et la négociation d'ententes de paiement. Les cas litigieux sont traités par la vice-présidence Affaires juridiques et corporatives.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 34

Question 34

Liste et détails de tous les contrats octroyés en 2020-2021 par la Régie des installations olympiques / Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 35

Question 35

Investissements en 2020-2021 pour l'entretien et la rénovation de chaque installation du Parc olympique de Montréal. Prévisions pour 2021-2022.

2019-2020 (du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020)

	Général	Stade	Centre Sportif	Aires Extérieures	Tour	Total
Entretien	7 378 583 \$	1 764 700 \$	718 330 \$	305 366 \$	343 732 \$	10 510 711 \$
Rénovation	674 896 \$	21 552 936 \$	363 534 \$	3 682 639 \$	6 559 708 \$	32 833 713 \$
Total	8 053 479 \$	23 317 636 \$	1 081 864 \$	3 988 005 \$	6 903 440 \$	43 344 424 \$

Les dépenses d'entretien représentent les dépenses de maintenance régulière du Parc olympique. Pour leur part, les rénovations sont constituées des projets majeurs capitalisables et non capitalisables. Ces montants excluent les travaux de bâtiment de base reliés au projet de location des étages de la Tour à Desjardins qui ont été financés par un emprunt autofinancé par le Parc olympique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 39

Question 39

Sommes engagées en 2020-2021 dans le processus d'entretien du Stade olympique, en incluant le toit. Ventiler les montants. Prévisions pour 2021-2022.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 35 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 40

L'état d'avancement des travaux pour le remplacement du toit du Stade olympique pour 2020-2021. Préciser aussi s'il y a eu une révision des coûts. Si oui, ventiler les montants.

À l'automne 2017, suivant le processus décrit dans la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique* (ci-après la « Directive »), le Parc olympique a déposé un dossier d'opportunité (DO), incluant une planification des coûts du Projet, au gouvernement du Québec concernant le remplacement de la toiture du Stade olympique (ci-après le « Projet »).

Le 19 décembre 2017, la ministre du Tourisme a transmis une lettre à la présidente du conseil d'administration du Parc olympique confirmant que le Conseil des ministres avait approuvé le DO, et qu'elle autorisait le Parc olympique à entreprendre l'élaboration du dossier d'affaires qui, selon la Directive, permettra de définir l'investissement maximal du gouvernement pour la réalisation de ce projet. Entretemps, comme inscrit dans la lettre de la ministre et conformément à la Directive, le Projet a été inscrit au Plan québécois des infrastructures (PQI) dans la catégorie « Projets en planification ».

Depuis la réception de la lettre d'autorisation, l'équipe de projet, accompagnée par les experts externes sélectionnés par un processus d'appel d'offres public, a travaillé à l'évaluation de la capacité portante du Stade et de la Tour, à déterminer un concept de référence et à élaborer l'appel de qualification devant permettre de retenir trois firmes qui seront par la suite appelées à participer à l'appel de propositions. La stratégie préconisée par l'équipe de professionnels pour l'élaboration des exigences de performance technique a nécessité des efforts importants, notamment en ingénierie des structures compte tenu de la complexité et l'unicité du Stade. L'appel de qualification pour le remplacement de la toiture en vue de sélectionner le proposant ayant soumis la meilleure proposition a été formellement lancé le 15 octobre 2019.

Une seule candidature a été déposée par le Groupe Pomerleau-Canam (GPC) intégrant des firmes québécoises possédant la capacité financière et les compétences techniques pour réaliser le projet en mode Conception-Construction-Financement et entretien (CCF+E).

Un vérificateur indépendant mandaté par la Société québécoise des infrastructures (SQI) a suivi de très près tout le processus et l'ensemble des communications avec les candidats potentiels. Il a validé que tout le processus était conforme et respectait les règles.

En ce qui a trait aux étapes d'appel de proposition et de construction qui sont subséquentes à l'approbation du dossier d'affaires par le gouvernement, il existe à ce jour trop d'inconnues pour que l'échéancier complet menant à la fin des travaux soit déterminé de façon précise. Comme prévu à la Directive sur les projets majeurs d'infrastructure publique, l'échéancier complet montrant l'ensemble des étapes et une estimation plus précise des coûts du Projet seront présentés au Dossier d'affaires. À ce jour, il est toujours prévu que la nouvelle toiture soit installée et pleinement fonctionnelle avant la fin 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 41

Question 41

Fournir les derniers états financiers disponibles de la Régie des installations olympiques / Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique.

Voir ci-joint.



RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

**ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS LE
31 OCTOBRE 2020**

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie des installations olympiques (le Parc olympique) présentés dans le rapport annuel ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Parc olympique reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Parc olympique, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



Michel Labrecque

La directrice des finances,



Annie Lemire, CPA, CMA

Montréal, le 23 février 2021



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion avec réserve

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Régie des installations olympiques (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 octobre 2020, et l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 octobre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

L'entité n'a pas comptabilisé aux 31 octobre 2020 et 2019, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que l'entité a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation a donné lieu à l'expression d'une opinion d'audit modifiée concernant les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de l'entité et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants, selon l'estimation établie, sont nécessaires afin que les états financiers de l'entité respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public :

Augmentation (Diminution) estimée**En milliers de dollars**

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	228 807	223 171
Subventions reportées	218 230	215 763
Dette nette	(10 577)	(7 408)
Excédent cumulé	10 577	7 408
État des résultats		
Virement des subventions reportées	3 169	(5 387)
Déficit de l'exercice	(3 169)	5 387

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'entité au 31 octobre 2020 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Marc-Antoine Daoust, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Montréal, le 23 février 2021

Régie des installations olympiques
État des résultats et de l'excédent cumulé
de l'exercice clos le 31 octobre 2020
(En milliers de dollars)

	2020		2019
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	16 236	15 849	16 236
Virement des subventions reportées (note 7)	29 179	26 373	27 631
Installations sportives, tourisme et événements			
Droits d'entrée	5 146	1 079	4 228
Loyers	4 178	2 260	3 506
Publicité	580	17	571
Stationnements	4 641	1 892	3 533
Souvenirs	669	59	597
Redevances des concessionnaires	1 573	446	1 294
Location de locaux commerciaux et de bureaux	4 333	4 244	4 390
Vente d'énergie à des tiers	3 456	3 512	3 691
Travaux et services facturés à des tiers	1 319	512	1 522
Revenus de placements et d'intérêts	180	263	553
Revenus de réclamations	-	-	412
Autres revenus	2	164	253
	71 492	56 670	68 417
CHARGES (note 3)			
Traitements et avantages sociaux (note 4)	22 338	19 525	21 542
Entretien, sécurité et autres	9 262	6 347	9 548
Matériaux et location d'équipement	2 389	1 534	2 247
Coût des marchandises vendues	336	22	329
Frais d'énergie	6 230	5 402	6 429
Honoraires professionnels	1 148	1 133	1 845
Droits et licences	148	57	88
Frais financiers	9 391	7 412	7 272
Fournitures de bureau, impression et télécommunications	254	150	203
Publicité	658	133	714
Amortissement des frais reportés (note 8)	479	481	482
Amortissement des immobilisations corporelles (note 9)	21 417	20 443	19 949
Perte nette à la disposition d'immobilisations corporelles (note 9)	-	-	254
Autres charges	942	1 004	840
	74 992	63 643	71 742
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(3 500)	(6 973)	(3 325)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	10 120	10 120	13 445
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	6 620	3 147	10 120

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie des installations olympiques
État de la situation financière
au 31 octobre 2020
(En milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	25 349	25 890
Débiteurs	3 092	4 256
Stocks destinés à la revente	175	150
	<u>28 616</u>	<u>30 296</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	27 092	34 529
Revenus reportés	1 964	2 705
Dette à long terme (note 6)	262 628	249 936
Subventions reportées (note 7)	73 719	60 365
	<u>365 403</u>	<u>347 535</u>
DETTE NETTE	<u>(336 787)</u>	<u>(317 239)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	187	152
Stocks de fournitures	512	510
Frais reportés (note 8)	6 273	6 578
Immobilisations corporelles (note 9)	332 962	320 119
	<u>339 934</u>	<u>327 359</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 10)	<u><u>3 147</u></u>	<u><u>10 120</u></u>

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS (note 14)
ÉVENTUALITÉS (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Pierre Laporte, FCPA, FCA
Président du conseil d'administration



Marie-Jacqueline Saint-Fleur, Ing., CPA, CMA, MBA
Présidente du comité de vérification

Régie des installations olympiques
État de la variation de la dette nette
de l'exercice clos 31 octobre 2020
(En milliers de dollars)

	2020		2019
	Budget	Réel	Réel
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(3 500)	(6 973)	(3 325)
VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(38 173)	(33 288)	(28 873)
Amortissement des immobilisations corporelles	21 417	20 443	19 949
(Gain net) perte nette à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(1)	254
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	3	86
	(16 756)	(12 843)	(8 584)
VARIATION DUE AUX AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS			
Acquisitions de stocks de fournitures		(420)	(639)
Utilisations de stocks de fournitures		447	752
Provision pour désuétude de stocks de fournitures		(29)	(99)
Augmentation des frais reportés		(176)	(34)
Amortissement des frais reportés		481	482
Augmentation des charges payées d'avance		(187)	(152)
Utilisations de charges payées d'avance		152	192
		268	502
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(20 256)	(19 548)	(11 407)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(317 239)	(317 239)	(305 832)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(337 495)	(336 787)	(317 239)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie des installations olympiques
État des flux de trésorerie
au 31 octobre 2020
(En milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(6 973)	(3 325)
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	20 443	19 949
(Gain net) perte nette à la disposition d'immobilisations corporelles	(1)	254
Provision pour désuétude de stocks de fournitures	(29)	(99)
Amortissement des frais reportés	481	482
Ajustement pour l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif	60	76
Virement des subventions reportées	(26 373)	(27 631)
Variation nette des actifs et passifs liés au fonctionnement (note 11)	(2 878)	(2 123)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(15 270)	(12 417)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(37 633)	(39 448)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	3	86
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(37 630)	(39 362)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme contractée	41 000	50 000
Remboursement de la dette à long terme	(25 913)	(23 385)
Subventions reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	37 272	26 248
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	52 359	52 863
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(541)	1 084
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	25 890	24 806
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	25 349	25 890

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie des installations olympiques (le Parc olympique) est une société du gouvernement du Québec constituée en vertu de la *Loi sur la Régie des installations olympiques* (RLRO, chapitre R-7). En vertu de l'article 8 de sa loi constitutive, le Parc olympique est un mandataire de l'État. À ce titre, et en vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRO, c. I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, c.1, 5^e suppl.), il n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Le Parc olympique est propriétaire de certaines installations mobilières et immobilières utilisées pour les Jeux olympiques d'été de 1976 et a été mandaté pour en parachever la construction et l'aménagement de même que pour les exploiter.

Le Parc olympique compte parmi les plus grands complexes multifonctionnels et récréotouristiques du Canada avec le Stade olympique, la Tour, le Centre sportif et l'Esplanade. La vocation du Parc olympique se regroupe sous trois principaux volets, soit la location d'espaces pour la tenue d'événements et la location de bureaux, les activités touristiques et les sports grand public et d'élite au Centre sportif.

ADOPTION DE LA LOI 15

Le 1^{er} novembre 2020, le projet de loi n°15, *Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique* est entré en vigueur pour donner suite à son adoption le 2 juin 2020 par le gouvernement du Québec et ce, en remplacement de la *Loi sur la Régie des installations olympiques* qui était en vigueur depuis 1975. La Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique est donc substituée à la Régie des installations olympiques à compter du 1^{er} novembre 2020; elle en acquiert les droits et en assume les obligations.

L'adoption de la loi n°15 modifie également la date de fin d'exercice financier du Parc olympique. Ainsi, l'exercice financier de la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique se terminera le 31 mars de chaque année. Les prochains états financiers publiés seront donc ceux de la période de cinq mois close le 31 mars 2021.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Parc olympique utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers du Parc olympique, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le Parc olympique pourrait prendre à l'avenir. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, le pourcentage d'achèvement des travaux en cours liés aux immobilisations corporelles et les provisions pour éventualités en fonction de la probabilité et de l'ampleur des montants. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation à recevoir), sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux, des provisions pour éventualités ainsi que l'allocation de transition à payer) et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Les revenus provenant de la vente des produits sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux provenant de la prestation de services lorsque ces derniers sont rendus.

Les revenus provenant des subventions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Parc olympique a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en subventions reportées lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif et virées aux revenus lorsque les conditions relatives au passif sont remplies.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La politique du Parc olympique consiste à présenter dans la trésorerie les soldes bancaires et les fonds d'opération.

Stocks destinés à la revente

Les stocks destinés à la revente sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode du coût moyen, et de la valeur nette de réalisation.

PASSIFS

Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Parc olympique ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour allocation de transition

L'obligation à long terme découlant de l'allocation de transition accumulée par le titulaire d'un emploi supérieur est évaluée sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et la charge correspondants qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par le titulaire d'un emploi supérieur, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation d'un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire pour les périodes suivantes :

- | | |
|--|--|
| • Installations olympiques | Indéterminable |
| • Structure et aménagements spécifiques | Entre 5 et 50 ans, selon la durée de vie utile |
| • Aménagements locatifs | Selon la durée du bail |
| • Logiciels informatiques et équipements | Entre 3 et 20 ans, selon la durée de vie utile |
| • Matériel roulant | Entre 5 et 15 ans, selon la durée de vie utile |

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS NON FINANCIERS (suite)

Immobilisations corporelles (suite)

Le coût des immobilisations corporelles comprend le coût d'achat ou de construction, les frais de mise en service et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service. L'amortissement de ces immobilisations corporelles débute au moment de leur mise en service.

Installations olympiques

Le coût des installations olympiques comprend le coût du terrain et les coûts de construction, d'administration et de financement engagés pour ces installations. Le coût de l'équipement et de l'outillage utilisés lors de la construction fait également partie du coût des installations. Plusieurs composantes des installations olympiques sont toujours utilisées actuellement et devraient avoir une valeur comptable nette positive. Cependant, étant donné l'impraticabilité pour le Parc olympique de recenser les coûts associés aux différentes composantes, la direction estime qu'il est raisonnable d'attribuer une valeur nulle à ces immobilisations corporelles. Ceci entraîne également qu'il est généralement difficile de radier le coût et l'amortissement cumulé de ces immobilisations lors de leur remplacement ou disposition.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Parc olympique de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de valeur n'est permise.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti, et du coût de remplacement. Les moins-values sont passées en charges dans l'état des résultats.

Frais reportés

Les frais initiaux directs encourus pour la location des espaces commerciaux et de bureaux et le coût des avantages incitatifs à la location sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail dans le poste amortissement des frais reportés.

OPÉRATIONS INTERENTITÉS

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Les opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ni libellé en devises.

3. TOITURE DU STADE

En attente de son remplacement, l'état de la toiture du Stade nécessite des travaux d'entretien importants à chaque exercice. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2020, les charges suivantes sont incluses à l'état des résultats relativement à ces travaux :

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Traitements et avantages sociaux	50	46
Entretien, sécurité et autres	190	587
Matériaux et location d'équipement	4	4
Honoraires professionnels	8	22
Frais d'énergie	<u>222</u>	<u>299</u>
	<u>474</u>	<u>958</u>

4. TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Employés réguliers	13 802	14 080
Employés à l'événement	1 988	3 328
Charges sociales	2 432	2 712
Cotisations aux régimes de retraite	<u>1 303</u>	<u>1 422</u>
	<u>19 525</u>	<u>21 542</u>

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

5. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Fournisseurs	3 675	6 337
Fournisseurs - immobilisations corporelles	13 983	18 328
Traitements	3 566	3 596
Charges sociales	1 092	1 129
Autres	4 776	5 139
	<u>27 092</u>	<u>34 529</u>

6. DETTE À LONG TERME

Le Parc olympique est autorisé par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 474 600 000 \$ (474 600 000 \$ en 2019).

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, pour financer les projets en immobilisation du Parc olympique ⁽¹⁾ portant intérêt à des taux fixes de 0,439 % à 3,417 % (1,897 % à 3,417 % en 2019), remboursables par versements annuels totaux capital et intérêt variant de 599 000 \$ à 35 387 000 \$ (de 751 000 \$ à 32 519 000 \$ en 2019) dont les échéances sont comprises entre le 1er septembre 2022 et le 1er mars 2050 (entre le 1er septembre 2020 et le 1er septembre 2049 en 2019)	252 223	237 073
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, pour financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec ⁽²⁾ portant intérêt à des taux fixes de 2,723 % à 3,662 % (2,723 % à 3,662 % en 2019), remboursables par versements annuels totaux capital et intérêt variant de 797 000 \$ à 2 885 000 \$ (797 000 \$ à 2 885 000 \$ en 2019) dont les échéances sont comprises entre le 30 août 2023 et le 19 décembre 2024 (entre le 1er septembre 2020 et le 1er septembre 2049 en 2019)	10 405	12 863
	<u>262 628</u>	<u>249 936</u>

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

6. DETTE À LONG TERME (suite)

- (1) Il est attendu que si le Parc olympique n'est pas en mesure de respecter ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunts précité auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, la ministre du Tourisme élaborera et mettra en œuvre, avec l'approbation du gouvernement, des mesures afin de remédier à cette situation.
- (2) Selon les termes de la convention d'hypothèque mobilière conclue le 30 août 2013, les subventions futures qui seront octroyées par le ministère de l'Éducation serviront au remboursement de cette dette.

Les versements en capital à effectuer sur la dette à long terme se détaillent comme suit :

Exercices	
2021 ⁽³⁾	8 876
2022	31 642
2023	32 288
2024	32 866
2025	29 319
2026 à 2050	127 261
	262 252

- (3) Les versements en capital à effectuer pour l'exercice 2021 sont pour une période de cinq mois à la suite du changement de la date de fin d'exercice survenu subséquemment à la date des états financiers (note 1).

7. SUBVENTIONS REPORTÉES

	2020	2019
Gouvernement du Québec - Immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	59 969	58 986
Subventions reçues durant l'exercice	39 628	28 594
	99 597	87 580
Virement des subventions reportées aux revenus	(26 352)	(27 611)
Solde à la fin de l'exercice	73 245	59 969
Autres entités - Immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	396	387
Subventions reçues durant l'exercice	99	29
	495	416
Virement des subventions reportées aux revenus	(21)	(20)
Solde à la fin de l'exercice	474	396
	73 719	60 365

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

7. SUBVENTIONS REPORTÉES (suite)

Du montant des subventions reçues du gouvernement du Québec, un montant de 2 455 000 \$ (2 375 000 \$ en 2019) a servi à rembourser la dette pour financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec. Par conséquent, ce montant n'a pas eu d'incidence sur le flux de trésorerie.

8. FRAIS REPORTÉS

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Frais reportés		
Solde au début de l'exercice	6 578	7 026
Augmentation des frais reportés	<u>176</u>	<u>34</u>
	6 754	7 060
Amortissement des frais reportés	<u>(481)</u>	<u>(482)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>6 273</u>	<u>6 578</u>

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Installations olympiques	Structure et aménagements spécifiques	Aménagements locatifs	Logiciels informatiques et équipements	Matériel roulant	Projets en cours	2020 Total	2019 Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	1 121 870	353 647	69 789	18 375	3 225	19 637	1 586 543	1 561 302
Acquisitions	-	-	-	1 009	21	32 258	33 288	28 873
Transfert des projets en cours	-	8 846	212	533	-	(9 591)	-	-
Dispositions et radiations	-	-	-	(5)	-	-	(5)	(3 632)
Solde à la fin de l'exercice	1 121 870	362 493	70 001	19 912	3 246	42 304	1 619 826	1 586 543
Amortissement cumulé								
Solde au début de l'exercice	1 121 870	111 350	17 505	13 569	2 130	-	1 266 424	1 249 767
Amortissement de l'exercice	-	16 339	2 354	1 541	209	-	20 443	19 949
Dispositions et radiations	-	-	-	(3)	-	-	(3)	(3 292)
Solde à la fin de l'exercice	1 121 870	127 689	19 859	15 107	2 339	-	1 286 864	1 266 424
Valeur comptable nette 2020	-	234 804	50 142	4 805	907	42 304	332 962	-
Valeur comptable nette 2019	-	242 297	52 284	4 806	1 095	19 637	-	320 119

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Le Parc olympique est propriétaire du terrain borné à l'ouest par le boulevard Pie-IX, au nord par la rue Sherbrooke Est, à l'est par la rue Viau et au sud par l'avenue Pierre-De Coubertin, à l'exception des sols, immeubles et aménagements du Biodôme, de l'aréna Maurice-Richard, du Centre Pierre-Charbonneau, du cinéma StarCité Montréal ainsi que des installations du métro.

Le Parc olympique a consenti une emphytéose de 40 ans, soit jusqu'au 22 mars 2047, relativement au terrain où se trouve le Complexe Saputo, au terme de laquelle le terrain et les immeubles qui y sont construits lui seront remis.

Également, un acte d'usufruit a été consenti entre la Ville de Montréal et le Parc olympique afin de permettre la construction d'un Planétarium. Cet usufruit est consenti jusqu'à la cession du terrain en pleine propriété, dont l'acte est en cours de réalisation et sera conclu au cours de l'exercice 2021.

Des immobilisations corporelles ont été disposées au cours de l'exercice générant un gain net de 1 000 \$ inclus dans le poste autres revenus à l'état des résultats et l'excédent cumulé (perte nette de 254 000 \$ en 2019).

10. EXCÉDENT CUMULÉ

	2020			2019
	Réservé	Opérations	Total	Total
Investissement en immobilisations				
Solde au début de l'exercice	3 013	7 107	10 120	13 445
Virement à l'excédent pour les opérations	(3 013)	3 013	-	-
Déficit de l'exercice	-	(6 973)	(6 973)	(3 325)
Solde à la fin de l'exercice	-	3 147	3 147	10 120

Le Parc olympique a réservé, au cours des exercices précédents, des sommes en provenance de l'excédent cumulé pour des projets non récurrents, lesquelles ont été principalement engagées dans le cadre du plan de relance. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2020, le Parc olympique a convenu de libérer ces surplus réservés puisque les projets pour lesquels cette réserve a été créée sont tous terminés.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

11. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des actifs et passifs reliés au fonctionnement se ventile comme suit :

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Débiteurs	1 164	1 227
Stocks destinés à la revente	(25)	(22)
Créditeurs et charges à payer	(3 092)	(3 847)
Revenus reportés	(741)	400
Charges payées d'avance	(35)	40
Stocks de fournitures	27	113
Frais reportés	(176)	(34)
	<u>(2 878)</u>	<u>(2 123)</u>

Les intérêts reçus et payés au cours de l'exercice sont respectivement de 263 000 \$ et 6 828 000 \$ (553 000 \$ et 6 520 000 \$ en 2019).

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

Les membres du personnel du Parc olympique participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Au 1^{er} janvier 2020, le taux de cotisation au RREGOP est passé de 10,88 % à 10,63 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS qui fait partie du RRPE est passé de 12,82 % à 12,29 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE. Pour l'année civile 2019, cette compensation a été établie à 2,97 % de la masse salariale admissible qui doit être versée pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Pour l'année civile 2020, le montant de compensation à verser par l'employeur (part des participants et part de l'employeur) qui sera déterminé par Retraite Québec sera basé sur la perte assumée par la caisse des participants du RRPE en raison du transfert de participants en provenance du RREGOP. Ainsi, le Parc olympique a constaté un montant de compensation correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2019 et estimé à 6,00 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2020.

Les cotisations du Parc olympique, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, comptabilisées dans l'exercice clos le 31 octobre 2020 s'élèvent à 1 469 000 \$ (1 567 000 \$ en 2019). Les obligations du Parc olympique envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Provision pour allocation de transition

L'allocation de transition est payable au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement.

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Solde au début de l'exercice	115	91
Charge de l'exercice	<u>20</u>	<u>24</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>135</u>	<u>115</u>

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Parc olympique est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction maintient des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion permettant de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Parc olympique est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers du Parc olympique qui sont exposés à un risque de crédit comprennent la trésorerie et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation à recevoir). Le tableau suivant représente l'exposition maximale du Parc olympique au risque de crédit :

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Trésorerie	25 349	25 890
Débiteurs	<u>1 666</u>	<u>3 630</u>
	<u>27 015</u>	<u>29 520</u>

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit (suite)

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle soit investie auprès d'institutions financières réputées.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti. Le tableau suivant présente le classement chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	481	1 246
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	253	386
Plus de 60 jours suivant la date de facturation	1 045	246
	<u>1 779</u>	<u>1 878</u>
 Provision pour créances douteuses	 (415)	 (29)
Autres débiteurs	<u>302</u>	<u>1 781</u>
	<u>1 666</u>	<u>3 630</u>

Le Parc olympique fait des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Pour ce faire, la direction examine chacun des comptes débiteurs et évalue la probabilité de recouvrement. Le Parc olympique est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Parc olympique ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que le Parc olympique ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun, à un prix raisonnable.

Le Parc olympique gère activement sa trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières.

Les effets de la pandémie de la COVID-19 ont eu de nombreux impacts sur les activités du Parc olympique au cours de l'exercice (note 17). En raison de la baisse significative des activités au cours de l'exercice et de la difficulté à prédire la reprise des activités au cours du prochain exercice, le Parc olympique sera davantage exposé au risque de liquidité. Afin de gérer ce risque, le Parc olympique s'attend à ce que le ministère du Tourisme pallie le manque de liquidité.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité (suite)

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêt et de capital relatifs aux passifs financiers du Parc olympique :

2020				
Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels
Moins d'un an	D'un an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	
Créditeurs et charges à payer ¹	23 313	-	-	23 313
Dette à long terme	35 612	133 648	65 061	299 133
Total	58 825	133 648	65 061	322 346
2019				
Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels
Moins d'un an	D'un an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	
Créditeurs et charges à payer ¹	31 122	-	-	31 122
Dette à long terme	32 519	126 729	74 112	282 780
Total	63 641	126 729	74 112	313 902

(1) À l'exception des taxes à la consommation, des avantages sociaux, des provisions pour éventualités ainsi que de l'allocation de transition à payer.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. Le Parc olympique est exposé au risque de taux d'intérêt.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La trésorerie porte intérêt à taux variable. L'objectif du Parc olympique est de gérer l'exposition de sa trésorerie en fonction de ses besoins de liquidité et de façon à optimiser ses produits d'intérêt.

La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les produits d'intérêt que le Parc olympique tire de sa trésorerie. Les produits d'intérêt en 2020 sont de 263 000 \$ (553 000 \$ en 2019). Si les taux d'intérêt pour les exercices clos le 31 octobre 2020 et 2019 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeurées constantes, les revenus d'intérêts pour les mêmes périodes n'auraient pas varié de façon significative.

La dette à long terme du Parc olympique porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Parc olympique est nul étant donné qu'une variation des taux d'intérêt du marché n'aurait aucun impact sur les états financiers du Parc olympique et que son remboursement est prévu selon l'échéancier.

14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Parc olympique est engagé par des contrats à long terme résiliables, échéant à diverses dates jusqu'en 2028, pour son exploitation et ses projets en immobilisation.

Le total de ces engagements au 31 octobre 2020 est de 38 757 000 \$ (38 286 000 \$ en 2019) et les versements s'établissent comme suit pour les prochains exercices :

Exercices	
2021 ⁽¹⁾	27 768
2022	5 204
2023	3 688
2024	1 355
2025	603
2026 à 2030	139
	38 757

⁽¹⁾ Le total des versements au titre des obligations et des droits contractuels pour l'exercice 2021 sont pour une période de cinq mois à la suite du changement de la date de fin d'exercice survenu subséquemment à la date des états financiers (note 1).

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS (suite)

DROITS CONTRACTUELS

Le Parc olympique a conclu différentes ententes de services et contrats de location, échéant à diverses dates jusqu'en 2036, et en vertu desquels il recevra des sommes de la part de ses clients.

Le total de ces droits au 31 octobre 2020 est de 51 455 000 \$ (46 746 000 \$ en 2019) et les versements s'établissent comme suit pour les prochains exercices :

Exercices	
2021 ⁽¹⁾	2 789
2022	5 588
2023	4 389
2024	4 350
2025	4 007
2026 à 2036	30 332
	51 455

- ⁽¹⁾ Le total des versements au titre des obligations et des droits contractuels pour l'exercice 2021 sont pour une période de cinq mois à la suite du changement de la date de fin d'exercice survenu subséquemment à la date des états financiers (note 1).

15. ÉVENTUALITÉS

PASSIFS ÉVENTUELS

Des poursuites et des réclamations ont été engagées contre le Parc olympique. L'ampleur des réclamations aux 31 octobre 2020 et 2019 n'est pas présentée, car elle pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de certaines éventualités contre le Parc olympique. Une provision a été comptabilisée dans les états financiers aux 31 octobre 2020 et 2019.

ACTIFS ÉVENTUELS

Une partie des dommages liés à l'effondrement de la dalle de stationnement survenu le 4 mars 2012 a été recouvrée et ainsi, un revenu de réclamation de 3 407 000 \$ a été comptabilisé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015. La partie résiduelle des frais liés à l'effondrement de la dalle de stationnement fait toujours l'objet d'une réclamation auprès des parties concernées et constitue un actif éventuel pour le Parc olympique. L'ampleur de cette réclamation aux 31 octobre 2020 et 2019 n'est pas présentée, car elle pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de cette éventualité pour le Parc olympique.

Régie des installations olympiques

Notes complémentaires

au 31 octobre 2020

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

15. ÉVENTUALITÉS (suite)

ACTIFS ÉVENTUELS (suite)

D'autres réclamations ont été engagées par le Parc olympique. L'ampleur de ces réclamations au 31 octobre 2020 n'est pas présentée, car elle pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de ces éventualités.

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Parc olympique est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Il est également apparenté à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du président-directeur général du Parc olympique.

Outre les transactions entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et conclues à la valeur d'échange, le Parc olympique n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

17. INCIDENCES FINANCIÈRES DE LA COVID-19

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures adoptées par le gouvernement du Québec pour atténuer les effets de cette pandémie ont des impacts économiques importants au niveau mondial, national, provincial et local.

Les mesures adoptées par le gouvernement du Québec pour limiter la propagation de la COVID-19 ont eu des impacts significatifs sur les activités du Parc olympique depuis le 13 mars 2020, date à laquelle le Parc olympique a dû suspendre une grande partie de ces activités, entraînant notamment la fermeture du centre sportif, l'annulation d'événements et l'arrêt temporaire des travaux liés aux chantiers de construction. Le Parc olympique a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et l'incidence de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues. Par conséquent, il n'est pas possible de déterminer son impact sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière du Parc olympique pour les prochains exercices.

18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 42

Question 42

Copie des appels d'offres, appels de candidatures faites par la Régie des installations olympiques / Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique en 2020-2021.

Veillez vous référer aux réponses des questions 8 et 9 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 43

Question 43

Copie de la correspondance échangée entre Tourisme Québec et la Régie des installations olympiques / Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, concernant l'avenir du Stade olympique.

Les documents demandés sont essentiellement constitués de renseignements confidentiels en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c A2-1). L'évaluation de l'accessibilité de chaque renseignement doit être déterminée par le responsable de l'accès du ministère du Tourisme dans le contexte du traitement d'une demande déposée en vertu de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 88

Question 88

Concernant l'accès à l'information:

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.
 - b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021
 - c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du Parc olympique.

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 01

Question 01

Indiquer la somme dépensée en 2020-2021 (et les prévisions pour 2021-2022) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veuillez vous référer à la réponse de la question 59 des demandes de renseignements généraux.

Question 12

Pour chaque organisme, agence, ou autre instance relevant du ministère, pour 2020-2021, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 01 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 13

Question 13

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels, par secteur, au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année, le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 29

Question 29

Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2020-2021 par la Régie des installations olympiques (RIO), en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 30

Question 30

Ventilation de l'ensemble des montants consacrés à des études, à des analyses, à des rapports ou à d'autres exercices concernant le remplacement du toit du Stade olympique pour chaque année financière depuis 2011-2012, en fournissant la liste des documents commandés ou produits par le ministère à ce sujet.

Les frais d'études déboursés par le Parc olympique pour le dossier du remplacement de la toiture du Stade ont été de 2 688 105 \$ en 2019-2020 (du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 31

Question 31

Copie des rapports financiers de la RIO pour les années 2020-2021 et pour les trois années précédentes.

Veillez vous référer à la réponse de la question 41 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 32

Question 32

Préciser les frais juridiques déboursés par la RIO en 2020-2021 et pour les deux années précédentes.

Veillez vous référer à la réponse de la question 58 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 33

Question 33

Investissements, depuis 2009-2010, pour l'entretien et la rénovation de chaque installation du Parc olympique de Montréal. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Veillez vous référer à la réponse de la question 35 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 34

Question 34

Montants attribués à l'Institut national du sport, en 2020-2021 et pour les cinq années précédentes. Les prévisions pour 2021-2022.

Le Parc olympique n'a attribué aucun montant entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 à l'Institut national du sport.

Question 60

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration ou d'autres travaux réalisés en 2020-2021.

Protocole d'entente conclu entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020 pour soutenir, collaborer et fournir au Parc olympique, tout au long des étapes de la gestion du projet de remplacement de la toiture du Stade, des conseils de nature stratégique, financière, procédurale ou autre. Ce mandat, qui couvre la période d'octobre 2017 à la clôture du projet en 2024, est conforme à l'obligation d'association du Parc olympique avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) stipulée à l'article 12 de la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique* et au décret numéro 281-2014 concernant le *Règlement édictant des mesures transitoires nécessaires à l'application de la Loi sur les infrastructures publiques*.

Un montant maximal de 695 000 \$ est estimé pour l'étape « planification » du projet, nous menant à l'approbation d'un dossier d'affaires par le Conseil des ministres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 61

Question 61

Nombre total d'avis, juridiques ou autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 62

Question 62

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Veillez vous référer à la réponse de la question 9 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 63

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2020-2021 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 10 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 64

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir, pour 2020-2021 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 3 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 66

Question 66

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer au cours des cinq dernières années, l'âge de ces créances (pour chaque année) et les moyens mis en oeuvre pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 13 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 71

Question 71

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 07 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

